

AVIATION CIVILE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER,
EN CHARGE DES RELATIONS INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT

Direction générale de l'aviation civile

Décision n° 2016/13 du 5 août 2016 portant sanction en matière de quotas d'émission de gaz à effet de serre (transport aérien)

NOR : DEVA1621729S

(Texte non paru au *Journal officiel*)

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,

Vu la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, modifiée par le règlement (UE) n° 421/2014 du 16 avril 2014 ;

Vu le règlement (UE) n° 920/2010 du 7 octobre 2010 établissant un registre de l'Union pour les périodes du système d'échange de quotas d'émission de l'Union s'achevant le 31 décembre 2012 conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et à la décision n° 280/2004/CE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 109/2013 de la Commission du 29 janvier 2013 modifiant le règlement (CE) n° 748/2009 concernant la liste des exploitants d'aéronefs ayant exercé une activité aérienne visée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil à compter du 1^{er} janvier 2006 et précisant l'État membre responsable de chaque exploitant d'aéronef, compte tenu de l'extension du système d'échange de quotas d'émission de l'Union aux pays de l'AELE membres de l'EEE ;

Vu la décision n° 377/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2013 dérogeant temporairement à la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 229-18, R. 229-34 et D. 229-37-10 ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2011 relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

Vu l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'Union européenne ;

Vu le rapport de non-conformité daté du 13 août 2015 établi par la Caisse des dépôts et consignations, teneur du registre européen ;

Vu la lettre de mise en demeure du 4 octobre 2015 adressée à la société SCM ARUBA AVV ;

Considérant, en premier lieu, que le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS) appliqué aux industries a été étendu aux activités aériennes à partir du 1^{er} janvier 2012 ; que depuis lors, les exploitants d'aéronefs, sans préjudice de leur nationalité, sont tenus de compenser les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) générées par leurs vols effectués à destination ou en provenance de l'Union européenne ; que toutefois la décision n° 377/2013/UE précitée a limité le champ d'application du dispositif, au titre de 2012, aux seuls vols effectués à l'intérieur de l'Espace économique européen ; que le règlement (UE) n° 421/2014 du 16 avril 2014 a confirmé, pour la période courant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2016, le champ d'application du dispositif aux seuls vols effectués à l'intérieur de l'Espace économique européen ;

Considérant, en second lieu, que l'exploitant d'aéronefs SCM ARUBA AVV n'a pas rempli ses obligations vis-à-vis du dispositif EU ETS au titre de 2012 et ne s'est pas acquitté de l'amende administrative pour la non-restitution des quotas, pour l'année 2012, d'un montant de vingt-huit mille quatre cents euros (28400 €), qui lui a été signifiée par décision du 22 janvier 2014;

Considérant, en troisième lieu que l'exploitant d'aéronefs SCM ARUBA AVV, nonobstant la mise en demeure précitée, n'a pas rempli ses obligations vis-à-vis du dispositif EU ETS au titre de 2013 et 2014 en ne procédant pas à la restitution d'un nombre de quotas équivalent à ses émissions de CO₂;

Considérant enfin, pour la fixation du montant de l'amende encourue, que l'article L. 229-18 du code de l'environnement, qui a transposé en droit français les dispositions fixées par la directive 2003/87/CE susvisée, prévoit une amende d'un montant de 100 € par quota non restitué réévaluée en fonction de l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'Union européenne; qu'en cas de déclaration manquante, l'autorité compétente peut effectuer un calcul d'office de celle-ci en utilisant les outils logiciels d'évaluation mis en œuvre à cet effet par Eurocontrol, conformément aux dispositions fixées à l'article 3 de l'arrêté du 26 janvier 2011 susvisé; que les outils précités ont permis d'estimer la quantité de CO₂ émise par SCM ARUBA AVV, au titre de 2012, à 284 tonnes, de 2013 à 197 tonnes et de 2014 à 303 tonnes, soit un total de 784 tonnes;

Qu'en conséquence de ce qui précède, il y a lieu de prononcer à l'encontre de l'exploitant d'aéronefs SCM ARUBA AVV une amende dont le montant est fixé à 100,12 € par quota non restitué,

Décide:

Article 1^{er}

La décision n° 2015/09 du 22 janvier 2015 infligeant une amende administrative pour la non-restitution des quotas, pour l'année 2012, d'un montant de vingt-huit mille quatre cents euros (28400 €), est abrogée.

Article 2

Une amende administrative pour le manquement indiqué ci-après, d'un montant de vingt-huit mille quatre cent trente-quatre euros (28434 €), est infligée à l'exploitant d'aéronef SCM ARUBA AVV : manquement à l'obligation de restitution de 284 quotas correspondant aux émissions de CO₂ de l'exploitant d'aéronef SCM ARUBA AVV au titre de l'année 2012.

Article 3

Une amende administrative pour le manquement indiqué ci-après, d'un montant de dix-neuf mille sept cent vingt-quatre euros (19724 €), est infligée à la société SCM ARUBA AVV : manquement à l'obligation de restitution de 197 quotas correspondant aux émissions de CO₂ de l'exploitant d'aéronef SCM ARUBA AVV au titre de l'année 2013.

Article 4

Une amende administrative pour le manquement indiqué ci-après, d'un montant de trente mille trois cent trente-six euros (30336 €), est infligée à la société SCM ARUBA AVV : manquement à l'obligation de restitution de 303 quotas correspondant aux émissions de CO₂ de l'exploitant d'aéronef SCM ARUBA AVV au titre de l'année 2014.

Article 5

Le directeur du transport aérien ainsi que le trésorier-payeur général assignataire sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant d'aéronef SCM ARUBA AVV et publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, en charge des relations internationales sur le climat.

Fait le 5 août 2016.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice adjointe du transport aérien,
M. DESJARDINS